



Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 073 2007-10-22 SANTÉ ET SÉCURITÉ DANS LA CONSTRUCTION

Table des matières

1. [Contexte](#)
 2. [Objet](#)
 3. [Politique](#)
 4. [Portée](#)
 5. [Définitions](#)
 6. [Rôles et responsabilités](#)
 7. [Conformité](#)
 8. [Exigences](#)
 9. [Information et formation](#)
 10. [Procédures](#)
 11. [Références](#)
 12. [Lignes directrices](#)
 13. [Annulation](#)
 14. [Demandes de renseignements](#)
- [Annexe A : Définitions](#)
[Annexe B : Code de pratique - Santé et sécurité dans la construction](#)

1. CONTEXTE

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) reconnaît que toute personne à qui il accorde l'accès à des chantiers de construction du gouvernement fédéral devrait être protégée de tout danger qui pourrait causer des blessures ou la mort.

TPSGC reconnaît aussi que la législation provinciale et territoriale en matière de santé et de sécurité s'applique aux entrepreneurs qu'il engage pour exécuter des travaux de construction sur les terrains et dans les propriétés de la Couronne.

TPSGC, dont l'objectif est d'assurer un milieu de construction sécuritaire, désire collaborer avec ces administrations dans l'intérêt des employés de TPSGC et des travailleurs de la construction.



2. OBJET

La présente politique vise à officialiser l'engagement de TPSGC envers la protection de toutes les personnes qui ont obtenu l'accès aux chantiers de construction gérés par le Ministère. Plus particulièrement, les objectifs de la politique ministérielle (PM) sont les suivants :

1. veiller à ce que la santé et la sécurité au travail fait partie intégrante de la prestation d'un projet de construction;

2. veiller à ce que les projets de construction sont structurés et gérés de telle façon que le rôle du Ministère est celui de propriétaire;
3. réduire les risques pour l'État et limiter la responsabilité juridique des employés de TPSGC;
4. fournir une orientation claire en ce qui a trait aux rôles et aux responsabilités.



3. POLITIQUE

TPSGC a élaboré, mettra en œuvre et tiendra à jour un programme de santé et de sécurité dans la construction qui permettra de faire respecter la [partie II du Code canadien du travail](#) et le [Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail](#) lorsque des fonctionnaires fédéraux, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent entrer sur un chantier de construction ou travailler très proche d'un tel chantier.

Par ailleurs, TPSGC se conformera aussi volontairement aux lois et règlements provinciaux et territoriaux concernant la santé et la sécurité sur les chantiers de construction. TPSGC, tout en se conformant volontairement, ne sera pas assujéti à la compétence des provinces et des territoires ni ne sera assujéti à leurs amendes ou sanctions pour infraction à la loi ou au règlement.

Pour l'exercice de son rôle de propriétaire pour les projets de construction fédéraux, TPSGC a établi un code de pratique qui est joint à titre d'[annexe B](#) et qui fait partie de la présente politique.



4. PORTÉE

La présente PM et le code de pratique correspondant s'appliquent à tous les employés de TPSGC dont les fonctions sont liées à la gestion et à l'administration de projets de construction du gouvernement fédéral.



5. DÉFINITIONS

Les définitions applicables à la présente politique figurent à l'[annexe A](#) et font partie de la politique.



6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

1. Les chefs des directions générales/organismes sont responsables de la mise en œuvre de la présente PM dans leur secteur de responsabilité. Cette responsabilité est précisée davantage dans le [Cadre de responsabilisation, annexe A, PM 007 - Politique sur la santé et la sécurité](#).
2. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des approvisionnements, est responsable d'élaborer et de mettre en œuvre les clauses appropriées à incorporer dans les contrats de travaux de construction afin de régler les questions de santé et de sécurité comme il se doit et de s'assurer que, au besoin, l'entrepreneur assume la responsabilité en tant que constructeur ou entrepreneur principal;

par l'entremise de l'agent de négociation des contrats de la Direction générale des approvisionnements, il est aussi responsable de :

1. veiller à ce que le libellé du contrat satisfasse aux exigences de la présente PM;
2. obtenir du constructeur/entrepreneur principal/maître d'œuvre (CEPMO), avant l'attribution du contrat, une copie de son certificat de reconnaissance (CR) ou de son programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général, ainsi que la lettre d'attestation de régularité ou le certificat de décharge décerné par la Commission des accidents du travail (CAT), et le dossier de sécurité;

3. demander conseil au ministère de la Justice de temps à autre afin de voir à ce que les dispositions relatives à la santé et à la sécurité qui figurent dans tous les appels d'offres, les demandes de propositions (DP) et les documents contractuels en matière de construction soient suffisantes pour permettre à TPSGC de remplir son devoir de diligence raisonnable;
 4. veiller à ce que le Formulaire de rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE) [PWGSC-TPSGC-2913](#) soit rempli par le représentant ministériel (RM) et versé au dossier du contrat. L'agent de négociation des contrats devra aussi appuyer le RM si TPSGC prend des mesures à l'encontre du CEPMO par suite d'un FRERE insatisfaisant.
3. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications, par l'entremise du directeur, Environnement, santé et sécurité ministériels, est responsable:
1. de conclure et d'appliquer les ententes requises entre les autorités provinciales/territoriales et le Ministère en ce qui concerne l'inspection des chantiers de construction du gouvernement fédéral;
 2. d'évaluer l'efficacité de cette PM et de son code de pratique de façon à satisfaire aux exigences en matière de santé et de sécurité sur les chantiers de construction et de s'assurer que des pratiques et méthodes sécuritaires de travail sont établies et mises en œuvre sur les chantiers de construction de TPSGC;
 3. d'effectuer un examen annuel du programme ministériel de santé et de sécurité dans la construction pour déterminer son efficacité, pour cerner les préoccupations, pour déterminer la nécessité d'établir des méthodes révisées et pour déterminer les besoins en séances/modules de formation révisés;
 4. d'assurer la liaison, au nom du Ministère, avec les organismes de réglementation et les organismes centraux ainsi qu'avec les autorités provinciales/territoriales compétentes en ce qui concerne les questions liées à la santé et à la sécurité au travail.
4. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des biens immobiliers, à l'appui du sous-ministre adjoint, Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications, est responsable :
1. de participer, au besoin, à l'élaboration d'une norme nationale d'évaluation en matière de santé et de sécurité dans la construction en vue de son application dans le processus d'appel d'offres pour des travaux de construction;
 2. de coordonner l'élaboration et la tenue à jour d'un Guide national/régional de la gestion de la sécurité des projets de construction qui comprendra des éléments de cette PMet de son code de pratique, en consultation avec les chefs des directions générales/secteurs responsables de gérer et d'administrer les projets de construction du gouvernement fédéral et avec les représentants des employés;
 3. de déterminer les besoins en formation des employés et d'approuver les séances et les modules de formation avant leur mise en œuvre.
5. Les gestionnaires régionaux responsables de l'environnement, de la santé et de la sécurité, par l'entremise du coordonnateur de la sécurité dans la construction, sont responsables :
1. de donner des conseils et de l'aide au RM concernant les aspects liés à la santé et à la sécurité au travail des projets de construction, en particulier :
 - dans l'élaboration et l'examen des devis des contrats,
 - dans la détermination des besoins à satisfaire dans la gestion des questions contractuelles relatives à la santé et à la sécurité, notamment un examen de l'efficacité du plan de sécurité propre au chantier de l'entrepreneur en ce qui a trait au traitement des dangers et des risques liés au projet de construction;
 - sur la manière de mener les inspections de sécurité sur un chantier de construction;
 2. de donner de l'aide au RM pendant l'étape de planification de chaque projet afin de déterminer comment TPSGC peut le mieux conserver le rôle de propriétaire pendant la durée du projet;
 3. d'assurer la liaison avec les administrations du travail du gouvernement fédéral et des provinces pour obtenir

une interprétation écrite et exacte des lois fédérales et provinciales en matière de sécurité sur les chantiers de construction. Les interprétations seront fournies aux parties que le RM considère comme touchées;

4. de surveiller et d'examiner périodiquement le programme régional de sécurité sur les chantiers de construction. Ils doivent examiner chaque année des dossiers choisis de projets de construction pour savoir si l'on respecte les normes en matière de diligence raisonnable. Ils doivent rédiger un rapport et l'envoyer au directeur, Environnement, santé et sécurité ministériels. L'information contenue dans ce rapport doit faire partie du Programme de santé et de sécurité dans la construction du Ministère.
6. Lorsque le Ministère joue le rôle de propriétaire, le représentant ministériel (RM) doit surveiller la conformité avec les lois et règlements applicables, comme suit :
 1. s'assurer que toutes les lois fédérales, provinciales et territoriales concernant la santé et la sécurité dans la construction sont respectées pendant toutes les phases d'un projet de construction. Le RM cherchera à obtenir l'aide du gestionnaire régional, Environnement, santé et sécurité, par l'entremise du coordonnateur de la sécurité des chantiers, pour assumer cette responsabilité;
 2. veiller à ce que les clauses appropriées soient citées dans les documents d'appel d'offres afin de fournir des renseignements précis concernant les exigences du projet en matière de santé et de sécurité au travail;
 3. faire remplir par le CEPMO l'Avis de projet et l'envoyer à l'administration provinciale ou territoriale compétente pour la santé et la sécurité sur les lieux immédiatement après l'établissement du contrat et avant la date et l'heure fixées pour la réunion préalable au lancement des travaux de construction. Le RM doit obtenir une copie de l'Avis de projet auprès du CEPMO et faire suivre, le plus rapidement possible, des copies supplémentaires au coordonnateur de la sécurité dans la construction et à l'agent de négociation des contrats;
 4. veiller à ce que le CEPMO ait bien évalué les risques et ait préparé un plan de sécurité propre au chantier. Il incombe au CEPMO de veiller à ce que le plan soit conforme à la législation pertinente et qu'une copie en soit envoyée au RM avant l'organisation de la réunion préalable au lancement des travaux de construction;
 5. veiller à ce que tous les permis et documents nécessaires soient reçus à TPSGC avant et pendant l'exécution des travaux, notamment une copie du permis de construire, une copie du CR ou du programme de sécurité sur les chantiers du CEPMO, ainsi que la lettre d'attestation de régularité ou le certificat de décharge décerné par la CAT ou la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT), et le dossier de sécurité.



7. CONFORMITÉ

Le respect de la présente PM est obligatoire. Le refus d'un employé, quel que soit son niveau, d'observer la présente PM ou les dispositions des codes, normes, lois et règlements prescrits, sera considéré comme une mauvaise conduite.



8. EXIGENCES

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme ministériel de santé et de sécurité dans la construction:

1. le Ministère doit tenir un programme complet de formation à la sécurité dans la construction;
2. les employés doivent recevoir des instructions définissant clairement leurs rôles et responsabilités au regard des lois et des bonnes pratiques de l'industrie en matière de santé et de sécurité dans la construction;
3. une mesure préliminaire de repérage des risques doit être instaurée et faire partie intégrante du processus de gestion du programme de santé et de sécurité dans la construction pendant les phases de consultation, de développement de la conception et des spécifications et d'élaboration du document d'un projet. Par la suite, tous les dangers et risques identifiés doivent être pris en compte dans le plan de sécurité propre au chantier du CEPMO et des pratiques et méthodes de travail doivent être mises en œuvre et tenues à jour sur le chantier pendant la durée des travaux de construction;
4. tous les avis, ordres ou directives donnés par les autorités provinciales ou territoriales ou par leurs agents autorisés

doivent être affichés sur le chantier et tout le personnel du site doit s'y conformer;

5. le Ministère entame des discussions avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, en consultation avec l'industrie de la construction, afin d'élaborer des normes d'évaluation des mesures de santé et de sécurité dans la construction devant être incorporées dans tous les appels d'offres et documents contractuels portant sur des projets de construction. Les normes d'évaluation doivent notamment porter sur l'élaboration d'un mécanisme d'évaluation objectif et numérique du CEPMO en ce qui concerne
 - son rendement en matière de santé et sécurité au travail,
 - ses programmes de formation et de certification des employés,
 - sa capacité de faire une évaluation complète des risques liés au projet, et
 - sa capacité d'élaborer un plan de sécurité propre au chantier;
6. un préavis doit être donné aux autorités provinciales et territoriales, conformément à leurs exigences, lorsque des travaux doivent être réalisés par des entrepreneurs du secteur privé;
7. tous les permis, certificats de conformité et autres documents exigés par les autorités provinciales, territoriales et municipales compétentes doivent être obtenus. Les exemptions doivent être approuvées par écrit par le sous-ministre adjoint, Direction générale des biens immobiliers;
8. les conditions générales des contrats concernant les projets de construction du gouvernement fédéral et liés au [Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail](#) doivent être respectées;
9. toutes les situations dangereuses mises au jour sur les chantiers de construction de TPSGC doivent faire l'objet d'une enquête par une personne qualifiée ainsi qu'être signalées et consignées, conformément à la [PM 018 - Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques](#), et/ou à la [PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique](#);
10. le rendement des entrepreneurs sous l'angle de la santé et de la sécurité au travail doit être pris en considération dans le Système d'évaluation du rendement des entrepreneurs, et le FRERE ([PWGSC-TPSGC 2913](#)) doit comprendre une cote d'évaluation du rendement en matière de sécurité;
11. le statut de membre collectif associé de chaque association provinciale et territoriale de la santé et de la sécurité dans la construction doit être maintenu lorsque l'association le permet, ou lorsqu'il faut chercher à participer à une association en ce qui a trait à leurs activités de promotion de la santé et de la sécurité dans la construction.



9. INFORMATION ET FORMATION

La participation à des séances de formation approuvées en santé et sécurité est obligatoire pour tous les employés dont les tâches englobent la gestion de projets de construction, l'administration de contrats de construction, la préparation de plans de projet et de spécifications ou la participation à des projets de construction sur le chantier. Le Ministère doit avoir recours aux programmes de formation d'associations provinciales et territoriales de la santé et de la sécurité dans la construction chaque fois que c'est possible.



10. PROCÉDURES

[Annexe B - Code de pratique - Santé et sécurité dans la construction.](#)



11. RÉFÉRENCES

Lois et règlements:

- Toutes les exigences des commissions des accidents du travail (CAT), de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) concernant la santé et la sécurité au travail;
- [Code canadien du travail, partie II](#);
- [Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail](#);

- [*Code national du bâtiment du Canada;*](#)
- [*Code national de prévention des incendies du Canada;*](#)
- Lois provinciales et territoriales sur la santé et la sécurité au travail.

Publications du Conseil du Trésor:

- Procédures pour la liaison avec les entrepreneurs privés;
- Directive sur l'utilisation et l'occupation des bâtiments;

Publications de TPSGC:

- [*PM 007 - Politique sur la santé et la sécurité;*](#)
- [*PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique;*](#)
- [*PM 016 - Premiers soins - TPSGC;*](#)
- [*PM 017 - Équipement de protection individuelle \(ÉPI\) pour les employés;*](#)
- [*PM 018 - Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques;*](#)
- [*PM 022 - Employés travaillant seuls;*](#)
- [*PM 023 - Comités et représentants de la santé et de la sécurité;*](#)
- [*PM 024 - Formation en santé et sécurité;*](#)
- [*PM 036 - Accès aux espaces clos;*](#)
- [*PM 037 - Politique relative au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail \(SIMDUT\);*](#)
- [*PM 039 - Utilisation du Devis directeur national;*](#)
- [*PM 057 - Gestion de l'amiante;*](#)
- [*PM 058 - Sécurité en électricité;*](#)
- [*PM 074 - Politique de TPSGC en matière d'environnement.*](#)



12. LIGNES DIRECTRICES

Des lignes directrices ou des énoncés des meilleures pratiques devront être élaborés dans les régions et, dans le secteur de la capitale nationale, par les directions qui participent directement à des activités de construction. Il s'agit, entre autres :

Un énoncé des meilleures pratiques ou une ligne directrice qui indique de façon détaillée:

- ce qui devrait faire partie du programme de sécurité/plan de sécurité général de l'entrepreneur;
- les activités et les conditions doivent être examinées par le RM, et celui-ci doit régler toutes les autres questions dans le cadre des inspections de sécurité sur un chantier de construction;
- un répertoire des noms, des adresses et des numéros de téléphone des personnes-ressources qui, dans les administrations provinciales/territoriales, sont responsables de la sécurité dans la construction.



13. ANNULATION

La présente politique ministérielle remplace la PM 073 datée du 1999-10-22.



14. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Administration centrale :

Directeur, Environnement, santé et sécurité ministériels

Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications

Téléphone : 819-956-6961

Régions :

Gestionnaires régionaux responsables de l'environnement, de la santé et de la sécurité

Le sous-ministre et

sous-receveur général du Canada



François Guimont
a signé l'original

François Guimont



ANNEXE A - DÉFINITIONS

Autorité compétente (*authority having jurisdiction*) désigne l'organisme gouvernemental chargé de l'application de toute partie d'un code, d'un règlement ou d'une norme, ou le mandataire ou l'organisme désigné par cet organisme pour assumer une telle fonction.

Avis de projet (*notice of project*) désigne l'avis écrit fourni à l'administration compétente en matière de santé et de sécurité sur le chantier; cet avis mentionne le projet, son emplacement, le montant du contrat, la date de début, la durée du projet, le nom et l'adresse du représentant ministériel, du CEPMO et de son contremaître, ainsi que la date et le lieu de la première réunion préalable au lancement des travaux de construction.

Chantier (*work site*) désigne tout terrain, lieu ou emplacement fédéral ou tout terrain, lieu ou emplacement occupé par un ministère ou un organisme fédéral sur lequel un projet de construction est entrepris.

Commission des accidents du travail - CAT (*WCB*) désigne, pour l'application du code de pratique ci-annexé, l'organisation responsable des lois sur l'indemnisation des travailleurs en ce qui a trait à l'emplacement des travaux.

Conformité volontaire (*voluntary compliance*) signifie que TPSGC se conformera à l'esprit, l'intention et l'application stricte des lois et règlements provinciaux et territoriaux en matière de santé et de sécurité dans la construction en ce qui concerne les rôles et les responsabilités du propriétaire, du constructeur, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou de l'architecte et du superviseur, mais qu'il ne sera pas entièrement assujéti aux amendes et aux pénalités décrites dans ces lois et règlements.

Constructeur/entrepreneur principal/maître d'œuvre (*prime contractor/principal contractor/constructor*) désigne l'entrepreneur ou l'entreprise lorsque l'entrepreneur ou l'entreprise gère, planifie et organise tout le travail pour le compte du propriétaire, ou le propriétaire lorsque ce dernier entreprend la totalité ou une partie du travail ou lorsque le propriétaire entreprend le travail avec l'aide de plus d'un entrepreneur.

Construction (*construction*) désigne tout travail ou entreprise se rapportant à un projet, y compris notamment l'érection, la transformation, la réparation, le démantèlement, la démolition et l'entretien des structures, la peinture, le dégagement d'un terrain, le déblayage du sol, le nivellement, l'excavation, l'ouverture de tranchées, le creusage, le sondage, le forage, le dynamitage ou le bétonnage, l'installation de machines ou d'outillage ainsi que la réparation et l'entretien de navires en cale sèche.

Coordonnateur de la sécurité dans la construction (*construction safety coordinator*) désigne la personne qui possède les qualités voulues en raison de ses connaissances, de sa formation et de son expérience pour remplir de façon sécuritaire et appropriée les fonctions énoncées dans la présente PM au regard de la santé et de la sécurité dans la construction.

Employé (*employee*) désigne une personne employée par le Ministère.

Employeur (*employer*) désigne :

- un superviseur employé par le Ministère, qui est responsable du travail d'un ou de plusieurs employés du Ministère;
OU
- un entrepreneur ou un sous-traitant qui exécute un travail pour le compte du propriétaire ou lui fournit des services;
OU
- un entrepreneur ou un sous-traitant qui exécute un travail pour le compte du propriétaire et/ou lui fournit des services et qui emploie un ou plusieurs travailleurs ou qui loue à contrat les services d'un ou de plusieurs travailleurs;
OU
- un entrepreneur qui entreprend d'exécuter un travail et/ou de fournir des services avec le propriétaire, le constructeur, un entrepreneur ou un sous-traitant.

Entrepreneur (*contractor*) désigne une personne ou une entreprise qui exécute un travail pour le compte du propriétaire et/ou fournit des services à celui-ci contre rémunération, soit en exécutant le travail seul, soit en embauchant un ou plusieurs travailleurs, soit en louant à contrat les services d'un ou de plusieurs travailleurs.

Inspecteur de la sécurité (*safety inspector*) désigne une personne employée par le gouvernement fédéral, provincial ou territorial, ou par une commission locale des accidents du travail (CAT), par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), pour examiner la conformité avec les lois applicables en matière de santé et de sécurité et qui est habilitée à relever les infractions à ces lois et à exiger leur correction.

Ministère (*department*) désigne Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Permis (*permit*) désigne l'autorisation écrite, par l'autorité compétente, d'exécuter le travail régi par les prescriptions de la loi et, dans le cas d'un permis d'occupation, d'occuper tout immeuble ou une partie de celui-ci.

Personne (*person*) désigne un particulier et comprend aussi toute société de personnes, entreprise à propriétaire unique, entreprise, coentreprise ou société par actions ou tout consortium.

Personne compétente (*competent person*) désigne une personne qui :

- possède les qualités voulues en raison de ses connaissances, de sa formation et de son expérience pour organiser et faire exécuter les travaux;
- connaît bien les lois et les règlements applicables aux travaux;
- connaît les dangers potentiels ou réels que présente le lieu de travail pour ce qui est de la santé et de la sécurité.

Personne qualifiée (*qualified person*) désigne, en ce qui concerne une fonction précise, une personne qui possède les qualités voulues en raison de ses connaissances, de sa formation et de son expérience pour remplir cette fonction de façon sécuritaire et appropriée.

Projet (*project*) désigne notamment :

- la construction ou la rénovation d'un bâtiment, d'un pont, d'une structure, d'un bassin, d'un quai, d'un puits de stockage, d'un tunnel, d'un caisson, d'une tranchée, d'une excavation, d'une route, d'une rue, d'une piste, d'un terrain de stationnement, d'un batardeau, d'une canalisation, d'un égout, d'une conduite maîtresse, d'un tuyau de branchement, d'un câble télégraphique, téléphonique ou électrique, d'un pipe-line, d'un conduit, d'un puits ou d'un ensemble de ceux-ci;
- le déménagement et/ou la démolition d'un bâtiment ou d'une structure;
- tout travail ou toute entreprise sur tout bien-fonds ou toute dépendance dont l'usage est lié à la construction.

Propriétaire (*owner*) désigne la Couronne du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Règlement (*regulations*) désigne tout règlement pris en vertu des législations fédérales, provinciales et territoriales en matière de santé et de sécurité.

Représentant ministériel (*departmental representative*) désigne l'employé de TPSGC qui est chargé d'administrer, de surveiller et/ou d'examiner la qualité du travail et l'avancement des travaux.

Situation dangereuse (*hazardous occurrence*) désigne un incident qui se produit dans un immeuble ou un lieu de travail géré par TPSGC ou pendant le travail d'un employé et qui cause ou pourrait causer un décès, des blessures, des dommages matériels ou une fuite de matières dangereuses. Aux fins des enquêtes et des rapports sur les situations dangereuses, les situations suivantes sont comprises dans la notion de situation dangereuse: incidents critiques, blessures invalidantes, blessures non invalidantes, blessures superficielles, accidents mineurs et quasi-accidents.

Sous-traitant (*sub-contractor*) désigne une personne ou une entreprise à qui l'entrepreneur a confié en sous-traitance toute partie des travaux.

Superviseur de chantier (*site supervisor*) désigne une personne compétente, nommée par le constructeur, responsable des travaux de construction et ayant autorité sur tous les entrepreneurs, sous-traitants et travailleurs présents sur le chantier. Le superviseur de chantier veille aussi à ce que les travaux des entrepreneurs soient conformes aux plans et aux spécifications et il assure l'exécution sécuritaire et appropriée des travaux ainsi que la sécurité des employés et des travailleurs.

Travailleur (*worker*) désigne une personne qui est employée par un entrepreneur ou un sous-traitant ou qui a passé un contrat pour exécuter un travail ou fournir des services moyennant une rémunération de l'entrepreneur ou du sous-traitant.



ANNEXE B - CODE DE PRATIQUE - SANTÉ ET SÉCURITÉ DANS LA CONSTRUCTION

Des pratiques exemplaires et des procédures ont été élaborées, dans le secteur de la construction, pour gérer les exigences en matière de diligence raisonnable découlant des lois ou des règlements sur la santé et la sécurité au travail (SST). Un processus en quatre étapes est la méthode recommandée pour gérer les exigences liées à la SST dans les travaux prévus dans le contrat. Ces quatre étapes permettent de décrire et de définir les aspects importants dont il faut tenir compte pour assurer la diligence raisonnable et mettre au point un plaidoyer de défense approprié par rapport à cette responsabilité stricte. Ces étapes sont les suivantes :

1. Le processus de sélection : les exigences relatives à la présélection;
2. Le processus d'attribution du contrat : les éléments liés au lancement d'un appel d'offres et à l'attribution d'un contrat;
3. Le processus d'orientation : le partage de renseignements importants sur la sécurité;
4. Le processus de surveillance : la vérification que l'entrepreneur est en mesure d'exécuter les activités énoncées dans le plan de sécurité propre au chantier et qu'il respecte les exigences relatives aux lois et aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.



Étape 1 : Le processus de sélection

On institue un processus de présélection pour s'assurer qu'on ne sélectionne que les entrepreneurs ayant bonne réputation et ayant à leur service des travailleurs compétents pour les projets à réaliser. Certaines administrations provinciales obligent tous les entrepreneurs qui déposent des propositions pour les contrats du gouvernement provincial à se doter d'un programme de sécurité reconnu par la province.

Afin de respecter ce critère, les entreprises en bâtiment doivent obtenir un certificat de reconnaissance (CR) confirmant qu'elles disposent d'un programme de sécurité respectant les exigences des lois provinciales et que ce programme est vérifié à intervalles réguliers. Le CR est généralement délivré par les associations de sécurité dans la construction de la province et, dans certaines administrations, par les autorités provinciales elles-mêmes.

On peut se procurer ce CR auprès de la plupart des administrations au Canada; toutefois, certaines administrations ont des programmes semblables qui peuvent être désignés par une autre appellation. Le gestionnaire régional responsable de l'environnement, de la santé et de la sécurité doit préciser le nom du document utilisé par la province ou le territoire où les travaux sont exécutés. Dans les provinces ou les territoires qui n'ont pas de CR ou de document équivalent, le CEPMO doit présenter à TPSGC son Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général.

Dans son intérêt, TPSGC doit établir le plus rapidement possible la capacité de l'entrepreneur à exécuter les travaux dans un souci de sécurité. Pour assurer la sécurité de l'environnement de travail, l'entrepreneur doit

- disposer d'un programme satisfaisant de sécurité sur les chantiers de construction,
- continuer d'être assuré auprès de la CAT/CSPAAT pour ses employés et
- avoir un dossier de sécurité satisfaisant.

Le CR ou le document équivalent constitue un outil utile; lorsque tous les entrepreneurs qui souhaitent faire affaire avec TPSGC peuvent se le faire délivrer, il devrait, conformément aux exigences de l'appel d'offres, être déposé à titre de condition préalable à l'attribution du contrat. Toutefois, puisque ce code de pratique s'appliquera à l'échelle du pays et que le CR n'existe pas dans toutes les administrations, le Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général de l'entrepreneur constituerait un document équivalent satisfaisant. En outre, l'entrepreneur doit déposer

- une lettre attestant que l'entrepreneur est en règle ou un certificat de décharge et
- un exemplaire de son dossier de sécurité auprès de la CAT/CSPAAT.



Étape 2 : Le processus d'attribution du contrat

Pendant cette phase de la réalisation du projet, on doit reproduire les clauses pertinentes de l'appel d'offres et du contrat dans la demande de propositions pour s'assurer que l'entrepreneur

- est obligé, en vertu du contrat, de respecter les exigences liées à la sélection;
- dépose les documents demandés;
- s'engage à jouer le rôle d'un employeur et, s'il y a lieu, de CEPMO;
- fournit un plan de sécurité propre au chantier, s'il agit en qualité de CEPMO.

Remarque : le plan de sécurité propre au chantier est un complément du Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général de l'entrepreneur. Ce plan fait état des éléments liés aux risques du projet à réaliser. Il se peut qu'on n'ait pas à modifier considérablement le Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général de l'entrepreneur pour les petits projets qui ne comportent pas d'opérations dangereuses exceptionnelles.

Si on s'attend, dans le cadre du projet, à ce qu'il y ait plusieurs employeurs (entrepreneurs) en même temps sur les lieux des travaux, on doit déterminer l'ensemble des documents contractuels et d'appel d'offres qui comprendront les clauses pertinentes selon lesquelles on attribue au soumissionnaire retenu le rôle de CEPMO.



Étape 2a : Exigences à respecter avant l'attribution du contrat

On doit décrire intégralement les exigences suivantes dans l'appel d'offres et le contrat pour s'assurer que conformément au processus d'attribution du contrat, l'entrepreneur est obligé de prouver qu'il est en mesure de réaliser le projet dans un souci de sécurité.

L'appel d'offres doit comprendre les documents suivants :

1. Un CR ou un document comparable d'une association de sécurité dans la construction ou de l'administration compétente. Pour les administrations où le CR n'existe pas, l'entrepreneur doit déposer un exemplaire de son Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général;
2. Une lettre d'attestation de régularité et un certificat de décharge. La lettre d'attestation de régularité est une confirmation écrite de la part de la CAT/CSPAAT que l'entrepreneur est enregistré et qu'il est autorisé à effectuer des travaux dans la province ou le territoire dans lequel le projet est réalisé. Le certificat de décharge est un document démontrant l'état actuel de l'entrepreneur auprès de la CAT. Il faut se faire délivrer le certificat de décharge avant l'attribution du contrat, avant chaque paiement partiel et après le versement du dernier paiement partiel.
3. Le dossier de sécurité de l'entrepreneur. Il s'agit d'un document que l'entrepreneur doit se faire délivrer par la CAT et qui fait état de son dossier de sécurité antérieur. Ce document permet aussi d'établir une comparaison entre le dossier de sécurité de l'entrepreneur et celui des industries comparables. Ce document doit faire l'objet d'une discrétion absolue; il faudrait l'indiquer dans le contrat.

Il faudrait noter que les architectes, les ingénieurs et les experts-conseils que TPSGC embauche doivent fournir une preuve qu'ils sont assurés auprès de la CAT avant d'avoir accès aux chantiers de TPSGC.



Étape 2b : Exigences à respecter après l'attribution du contrat

Après l'attribution du contrat et avant le début des travaux, l'entrepreneur qui est mandaté pour agir comme CEPMO doit :

- présenter le Préavis du projet ([PWGSC-TPSGC 458-1](#)) à l'administration provinciale ou territoriale compétente, en en faisant suivre un exemplaire au RM,
- fixer la date de la réunion préalable au lancement des travaux de construction avec toutes les parties intéressées et, s'il y a lieu, l'administration compétente, avant le début des travaux et
- produire un plan de sécurité propre au chantier. Dans le procès-verbal de la réunion préalable au lancement des travaux de construction, il faudrait préciser que ce plan de sécurité propre au chantier est accepté, puisque la plupart des administrations ne délivrent pas d'approbation par écrit, ni d'acceptation en bonne et due forme.

À la réunion préalable au lancement des travaux de construction, l'entrepreneur doit également déposer les copies de tous les permis et avis nécessaires en raison de la nature des travaux. Le plan de sécurité propre au chantier du CEPMO doit faire état de toutes les situations dangereuses et activités de chantier propres au projet à réaliser. Il est essentiel de préciser dans le contrat, à l'intention du CEPMO, toutes les matières ou situations dangereuses dont le propriétaire a connaissance à la date de l'appel d'offres. La présence d'amiante ou de BPC, les zones de déchets contaminés, toutes les activités fauniques à proximité du chantier ou la possibilité d'avalanches, d'inondations ou d'incendies de forêt en sont des exemples.

Si le chantier se trouve dans un établissement dans lequel il y a de l'amiante, le RM doit demander au CEPMO ainsi qu'à tous les sous-traitants travaillant sur le chantier de signer le formulaire Notification et consentement de l'entrepreneur, ([PWGSC-TPSGC 16](#)), conformément à la [PM 057 - Gestion de l'amiante](#).

Plans de sécurité

On doit remettre un exemplaire du plan de sécurité propre au chantier au RM, qui s'assure qu'on a tenu compte de tous les éléments dangereux précisés dans le préavis du projet et qu'on en a transmis des copies au coordonnateur de la sécurité sur les chantiers, ainsi qu'à l'agent de négociation des contrats compétents dans le cadre du projet. Le RM n'approuvera pas officiellement les plans de sécurité, puisqu'il en assumerait ainsi la responsabilité.

Si on dépose un CR, ce document confirme que le Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général de l'entrepreneur a été examiné par des pairs et qu'on le vérifie périodiquement pour s'assurer qu'il tient compte de toutes les modifications apportées récemment aux lois et aux règlements sur la sécurité. Pour obtenir un exemplaire du Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général du CEPMO, on peut s'adresser à l'agent de négociation des contrats, qui en a reçu un exemplaire avant l'attribution du contrat. Si un CR n'a pas été déposé à la date de l'attribution du contrat, on doit s'adresser au CEPMO pour obtenir un exemplaire de ce programme ou de ce plan.

Préavis du projet (formulaire [PWGSC-TPSGC 458-1](#))

Le CEPMO établit ce préavis, qu'il fait parvenir à l'administration compétente. Un seul formulaire est requis pour chaque projet. Grâce à ce formulaire,

- on fait savoir à l'administration compétente qu'on lancera incessamment des travaux de construction dans son territoire,
- on décrit le projet et
- on porte à sa connaissance tous les risques exceptionnels connus qu'on peut relever au début des travaux et pendant leur déroulement, et on recense toutes les activités dangereuses et réglementées se déroulant dans le cadre du projet.

À la réunion préalable au lancement des travaux, le CEPMO doit déposer une pièce justificative à la satisfaction du RM pour confirmer que ce préavis a été envoyé à l'administration compétente.

Permis de construire, de réaliser des travaux de génie et d'inspecter

Conformément aux exigences de TPSGC, il faut se faire délivrer des permis de construire pour tous les projets de construction. Il appartient au CEPMO ou à l'entrepreneur d'obtenir et de payer les permis de construire nécessaires et d'en faire suivre des copies au RM pour qu'il puisse les verser au dossier du projet. Le RM en transmet des copies supplémentaires au coordonnateur de la sécurité sur les chantiers et à l'agent de négociation des contrats. Le CEPMO doit également afficher, sur le chantier, les copies des permis de construire. Le RM doit s'assurer que le CEPMO prévoit et facilite les inspections relatives à la délivrance de ces permis de construire et dont s'occupent normalement les administrations responsables, pour leur régie ou leurs mandataires.

Si, pour quelque raison que ce soit, on ne peut pas se faire délivrer un permis de construire, on doit le préciser clairement dans l'appel d'offres et le contrat. On doit faire approuver par écrit cette ligne de conduite par le sous-ministre adjoint des biens immobiliers qui assume la responsabilité ultime du projet.



Étape 3 : Le processus d'orientation

Réunion préalable au lancement des travaux de construction

Le CEPMO doit convoquer cette réunion de concert avec le RM. Il doit notamment inviter tous les sous-traitants principaux, le RM, le coordonnateur de la sécurité sur les chantiers et l'agent de négociation des contrats, ainsi que tous les autres participants que le CEPMO et le RM jugent nécessaires. S'il y a lieu, on adresse également une invitation à l'administration du travail, qui

doit décider de participer ou non à cette réunion, à sa discrétion.

Le formulaire [PWGSC-TPSGC 461-1](#) fait état des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion préalable au lancement des travaux de construction.

Si le projet doit se dérouler dans des locaux occupés, le RM doit s'assurer d'y inviter également le comité de santé et de sécurité au travail (SST) du client, ainsi que le gestionnaire immobilier ou un représentant de l'entreprise de gestion immobilière. Toutefois, ce comité participe à cette réunion à sa discrétion; on devrait cependant l'encourager à y participer, puisque sa présence permettra, entre autres, de s'acquitter des exigences du [Code canadien du travail](#) en ce qui concerne le « droit de savoir » et pourrait permettre d'éviter des arrêts de travail potentiels et les répercussions négatives que cela entraîne sur le calendrier. Le gestionnaire immobilier ou l'entreprise de gestion immobilière connaît les aires et les installations techniques de l'immeuble et devrait pouvoir apporter de l'aide en ce qui concerne les exigences relatives aux palissades des chantiers, à l'utilisation des appareils élévateurs, au stationnement, à l'aération, et ainsi de suite.

Le RM doit faire connaître par écrit, à tous ceux et celles qui sont visés, directement et indirectement, par le projet, la dénomination commerciale, l'adresse et le numéro de téléphone du CEPMO et de son contremaître. On doit également transmettre par écrit cette information à tous les sous-traitants qui n'ont pas participé à la réunion préalable au lancement des travaux de construction avant le début de leurs travaux.

Le CEPMO doit transmettre les copies du Préavis du projet à tous ceux et celles qui ont participé à la réunion préalable au lancement des travaux de construction et s'assurer que son plan de sécurité propre au chantier fait état de tous les risques indiqués dans ce préavis.

Le RM doit confirmer la présence de tous les risques propres au chantier (amiante, plomb, BPC, sols contaminés et ainsi de suite) et qui doivent également être décrits dans l'appel d'offres et le contrat.

SIMDUT et FS (cf. la [PM 037 - Politique relative au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail \(SIMDUT\)](#))

Si les travaux doivent se dérouler dans des locaux occupés par des employés fédéraux, le CEPMO doit fournir des copies de toutes les FS pour tous les produits dangereux ou tous les produits contrôlés qui seront utilisés. On doit faire suivre des copies de ces formulaires au comité de SST visé, ainsi qu'au gestionnaire immobilier ou à l'entreprise de gestion immobilière. Si le projet consiste à construire une nouvelle installation, on doit remettre au RM, pour qu'il les fasse suivre au gestionnaire immobilier ou à l'entreprise de gestion immobilière, les FS des produits dangereux ou des produits contrôlés qu'on laisse sur les lieux à la fin des travaux.

Remarque : Étant donné que cette réunion fait partie du processus de diligence raisonnable, il est essentiel de tenir un relevé exact des délibérations et de le faire parvenir à tous les intéressés. Dans les instructions générales du devis, on peut préciser que le CEPMO doit dresser le procès-verbal exact de cette réunion. Sinon, le RM doit s'assurer qu'on établit et distribue ce procès-verbal.



Étape 4 : Le processus de surveillance

À titre de « propriétaire », le rôle de TPSGC consiste essentiellement à surveiller les activités du CEPMO en ce qui a trait à la conformité aux modalités du contrat, y compris la sécurité sur le chantier. Ces activités devraient correspondre à celles qui sont décrites dans le plan de sécurité propre au chantier. Pour exercer cette surveillance, il est préférable de demander au CEPMO d'adresser au RM des copies de tous les relevés d'inspection de sécurité et d'activités complémentaires, les procès-verbaux des réunions portant sur la sécurité, des rapports sur les risques et de toutes les ordonnances rendues par les administrations fédérales, provinciales ou territoriales du travail (cf. le formulaire [PWGSC-TPSGC 460-1](#) pour une liste de vérification complète).

Le RM devrait également visiter le chantier peu de temps après le début des travaux et à intervalles réguliers par la suite, afin d'examiner, avec le CEPMO, l'ensemble des questions et des risques exposés dans le plan de sécurité propre au chantier et relevés dans les rapports d'inspection de la sécurité du chantier du CEPMO.

Éléments observés sur le chantier

L'objectif des visites de chantier consiste à faire le suivi de toutes les constatations ou questions soulevées à la réunion préalable au lancement des travaux de construction ou lors des inspections de sécurité ultérieures effectuées par le CEPMO et à s'assurer qu'on a adopté des mesures pour corriger toutes les infractions aux lois et aux règlements sur la sécurité. On doit noter tous les problèmes en suspens et demander au CEPMO de les faire corriger immédiatement.

Le RM doit noter tous les problèmes supplémentaires de sécurité dans le Rapport d'observation à la suite de la visite du chantier du RM ([PWGSC-TPSGC 460-1](#)) et en faire suivre un exemplaire au CEPMO pour les mesures correctives à prendre. Le RM doit seulement faire connaître ses constatations; le CEPMO doit établir la méthode de correction des problèmes. Si le CEPMO ne parvient pas à corriger les risques constatés dans un délai raisonnable ou qu'il refuse de prendre des mesures correctives lorsqu'on porte ces risques à sa connaissance, on doit en saisir l'inspecteur provincial ou territorial de la sécurité pour étude.

Processus d'intervention pour les risques

Directive du Conseil du Trésor

« Étant donné que les travaux des entrepreneurs privés et de leurs employés sont assujettis aux lois de la province ou du territoire où ils sont exécutés, les conditions d'hygiène et de sécurité relativement à ces travaux relèvent des autorités provinciales ou territoriales compétentes. » ([Chapitre 4-5 - Procédures pour la liaison avec les entrepreneurs privés](#))

Processus de compte rendu des risques

Lorsqu'il assume, pour TPSGC, le rôle de « propriétaire », le RM doit surveiller périodiquement les activités qui se déroulent sur le chantier et signaler au CEPMO tous les risques ou tous les problèmes de santé et de sécurité constatés pendant le déroulement des travaux.

TPSGC n'a pas à dire au CEPMO comment il doit corriger les problèmes de sécurité. Si toutefois le CEPMO ne prend pas de mesure corrective après la diffusion du Rapport d'observation à la suite de la visite du chantier ([PWGSC-TPSGC 460-1](#)), le RM doit prendre de nouvelles mesures.

Normalement, on peut se servir du plan de sécurité propre au chantier du CEPMO pour comparer les mesures de sécurité qui y sont décrites et celles qui sont appliquées sur le chantier.

Remarque : il est impératif que le RM fasse le suivi de toutes les infractions constatées pour ce qui est de la sécurité, pour s'assurer que le CEPMO a pris les mesures nécessaires pour corriger les problèmes. Si le CEPMO ne s'acquitte pas de ses obligations en vertu des lois provinciales du travail, il appartient au « propriétaire » (RM) de prendre les mesures voulues et de rendre compte, à l'administration compétente, des infractions ou des incidents constatés.

S'il se produit, sur le chantier, un accident qui donne lieu à des blessures graves, à des dégâts matériels importants ou à un décès, le RM doit appliquer les procédures d'intervention en cas d'événement critique décrites dans la [PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique](#). On doit faire suivre immédiatement, au coordonnateur de la sécurité dans la construction de TPSGC, conformément aux modalités exposées dans cette PM, un exemplaire du rapport d'intervention en cas d'événement critique. On peut transmettre au coordonnateur de la sécurité dans la construction, dans un rapport complémentaire, de plus amples renseignements sur l'accident.

Remarque : à l'exception des mesures adoptées pour protéger les personnes ou les biens, il est essentiel que tous les intéressés s'abstiennent de modifier le lieu de l'accident jusqu'à ce que l'administration provinciale ou territoriale compétente ait effectué son enquête et autorisé officiellement de nouveau l'accès sur les lieux.

Le CEPMO est assujetti aux processus d'établissement de rapports d'accident qui sont décrits dans les lois provinciales ou territoriales applicables. Le RM doit être au courant de ces processus et effectuer un suivi auprès du CEPMO. Si le CEPMO n'applique pas les processus, le RM doit en aviser immédiatement l'autorité compétente.

Projets de construction dans des espaces occupés

Lorsqu'il n'est pas possible de réinstaller le personnel du client dans des locaux transitoires adéquats, pour éviter que les travaux de construction se déroulent dans les locaux qu'il occupe déjà, on doit le faire savoir au CEPMO dans l'appel d'offres et le contrat et lui préciser que le chantier sera également soumis aux dispositions du [Code canadien du travail](#). Autrement dit, il faudra faire savoir, au comité de SST visé, qu'il y aura des travaux. Dans de tels cas, on doit alors obligatoirement inviter ce comité à participer à la réunion préalable au lancement des travaux de construction.

Pendant cette réunion, le CEPMO doit définir clairement le chantier et faire connaître les méthodes à appliquer pour protéger le personnel du client à proximité et pour réglementer les conditions d'accès aux zones voisines du chantier pour les employés et les sous-traitants du CEPMO. Ce dernier devrait également désigner les membres du personnel du client qui devront déménager pendant que les travaux se dérouleront dans leur zone.

Les travaux de construction qui se déroulent dans un édifice à construction fermée ont généralement pour effet de salir et d'empoussiérer davantage les zones voisines du chantier. Voilà pourquoi on recommande au RM de prévoir, dans le budget du

projet, des fonds supplémentaires pour qu'on puisse prendre, avec l'entreprise de gestion immobilière, les dispositions nécessaires pour effectuer les travaux supplémentaires de nettoyage dans les zones touchées qui continueront d'être occupées pendant les travaux.

Lorsque TPSGC lance des travaux de rénovation dans des locaux loués et que la gestion de ces travaux doit être confiée à une personne morale distincte de TPSGC, c'est le locateur qui doit jouer le rôle de « propriétaire » et qui doit confier le rôle du CEPMO à la personne morale de son choix. Dans ces cas, il est absolument essentiel que le RM et le gestionnaire des biens et des installations (GBI) n'interviennent pas dans les activités qui sont normalement exercées, en vertu des lois provinciales du travail, par le « propriétaire » ou le CEPMO. Il faudrait porter à la connaissance du locateur, à titre d'observation seulement, tous les risques ou toutes les activités dangereuses constatés par le RM ou le GBI dans le cadre de la surveillance du déroulement des travaux. Il appartient au locateur d'approfondir la question et d'en rendre compte au CEPMO et/ou à l'administration provinciale ou territoriale du travail.

Si, selon l'accord qu'il a conclu avec le locateur, TPSGC gère les travaux de rénovation, le Ministère jouera le rôle de « propriétaire ». On appliquera alors, sur le chantier, les méthodes et les procédures décrites dans le présent code de pratique.

Détermination des risques - Mesures correctives

Voici un certain nombre de questions sur lesquelles le RM devrait se pencher pendant la visite du chantier. Cette liste, qui n'est pas complète, fait état de certains éléments de base de la sécurité dont le RM doit tenir compte, à titre de représentant du « propriétaire ». Si on relève des risques ou des dérogations au plan de sécurité propre au chantier, il appartient au RM de prévenir le CEPMO et de lui demander

- de corriger le problème ou
- de justifier la nouvelle méthode à adopter.

Toutes les observations doivent être notées dans le Rapport d'observation à la suite de la visite du chantier du RM ([PWGSC-TPSGC 460-1](#)) et être transmises au CEPMO afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires.

Si on relève un problème qui n'est pas indiqué dans la liste ci-après, le RM devrait en prendre note et discuter de la question avec le coordonnateur de la sécurité dans la construction de TPSGC pour connaître la ligne de conduite à adopter.

Questions relatives à la sécurité :

- les points d'accès au chantier doivent être indiqués clairement, et l'accès au chantier doit être contrôlé;
- tous les employés qui se présentent sur le chantier doivent être munis de l'équipement de protection individuelle (ÉPI) nécessaire, par exemple les casques de protection et les bottes de sécurité et, s'il y a lieu, les lunettes de sécurité;
- dans les zones d'accès général, il ne doit pas y avoir d'obstacles pouvant causer des blessures. On devrait conserver les matériaux dans des zones désignées ou dans des enceintes, ou encore dans des pièces fermées à clé dont on peut contrôler l'accès;
- tous les trous ou toutes les excavations doivent être recouverts et/ou barricadés;
- on doit afficher tous les documents (par exemple les permis de construire, les permis de travail, le Préavis du projet et les FS) exigés par les lois ou dans le contrat.



Surveillance de la conformité (Lignes directrices à l'intention des coordonnateurs de la sécurité des chantiers pour l'évaluation du rendement sur le plan de la sécurité des projets de construction)

Étape 1 : Étape de la planification

Objectif

Confirmer que TPSGC a respecté toutes les exigences de la sécurité avant la planification des travaux liés au projet conformément à la présente PM et à toutes les pratiques exemplaires se rapportant expressément à la sécurité des chantiers de construction.

Portée de l'examen

- Évaluations environnementales;
- Énoncé de projet;
- Cadre de référence de projet;
- Évaluation et analyse des risques du projet;

- Tous les documents régionaux supplémentaires portant sur la sécurité des chantiers :
 1. Plan stratégique de SST pour le projet;
 2. Pratiques exemplaires ministérielles;
 3. Mandat de l'expert-conseil.

Points de repère et normes

- PM 024 - Formation en santé et sécurité:
- PM 039 - Utilisation du Devis directeur national (DDN):
- PM 073 - Santé et sécurité dans la construction:
- PM 074 - Politique de TPSGC en matière d'environnement:
- Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail:
- Loi canadienne sur la protection de l'environnement:
- Lignes directrices, normes et énoncés des meilleures pratiques de TPSGC en matière de santé et de sécurité dans la construction.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

L'examen des dossiers du projet devrait permettre de savoir si on a tenu compte des documents suivants et si on a respecté leur contenu, le cas échéant.

Évaluation des risques avant le lancement du projet

1. A-t-on élaboré en bonne et due forme cette évaluation et en a-t-on versé une copie dans le dossier du projet?
2. A-t-on répondu comme il se doit aux préoccupations relatives à la sécurité du chantier et portant sur les points suivants :
 - travaux de creusement et d'excavation et travaux dans des tunnels;
 - travaux en hauteur;
 - échafaudage;
 - SIMDUT;
 - travaux dans des espaces clos;
 - mesures adoptées pour contrôler la circulation, le bruit, la poussière et les émanations;
 - matériel lourd;
 - structures temporaires;
 - utilisation de chaudières et d'appareils sous pression;
 - protection contre la noyade;
 - appareils élévateurs;
 - travaux avec des appareils électriques à haute tension ou à proximité d'appareils de ce genre?
3. A-t-on défini les fonctions de sécurité qui nécessitent des approbations techniques ou réglementaires?
4. A-t-on recensé et étudié tous les risques connus liés à la sécurité?
5. Le plan stratégique de SST comprend-il les éléments suivants :
 - des détails sur les réunions portant sur la sécurité du chantier;
 - la fréquence des visites de chantier du RM;
 - la méthodologie de communication;
 - les mesures à prendre lorsque le CEPMO ne respecte pas les exigences;
 - les noms des personnes-ressources du ministère du Travail de la province ou du territoire visé;
 - les mesures à prendre pour atténuer les effets des travaux de construction sur les employés du client?

Accord avec l'expert-conseil

1. Cet accord comprend-il des dispositions concernant :
 - la lettre d'attestation de régularité ou le certificat de décharge de la CAT;
 - l'étude des problèmes liés à la sécurité pendant le processus de conception;
 - l'obligation d'assurer la liaison avec l'administration municipale pour faciliter le processus de délivrance du permis de construire;
 - l'application de la politique du Conseil du Trésor concernant la santé et la sécurité au travail?

Dossier de formation sur la sécurité du représentant ministériel

1. Le dossier de formation du RM a-t-il été évalué dans le cadre de l'analyse des risques avant le lancement du projet?
2. A-t-on constaté des lacunes dans ce dossier et a-t-on pris des mesures correctives?
3. Le RM a-t-il suivi une formation sur la gestion de la sécurité des projets de construction?
4. Le RM a-t-il suivi une formation spécialisée en sécurité liée à des domaines comme le creusement de tranchées, le

travail dans les espaces clos, le montage des échafaudages et la protection contre les chutes?



Étape 2 : Processus de sélection

Objectif

S'assurer que TPSGC respecte la norme en matière de diligence raisonnable pour le processus de sélection, puisqu'on a adopté des critères que le soumissionnaire retenu doit appliquer avant l'attribution du contrat et le lancement des travaux.

Portée de l'examen

- Toutes les DP et DOC et tous les documents relatifs aux appels d'offres et aux contrats.

Points de repère et normes

- [*PM 039 - Utilisation du Devis directeur national \(DDN\):*](#)
- [*PM 073 - Santé et sécurité dans la construction:*](#)
- Code de pratique - Santé et sécurité sur les chantiers de construction fédéraux;
- SNGP - Pour les projets de biens immobiliers;
- Lignes directrices, normes et énoncés des meilleures pratiques de TPSGC en matière de santé et de sécurité dans la construction.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

1. A-t-on reproduit, dans la DP, dans la DOC, dans l'appel d'offres ou dans le contrat les clauses nécessaires se rapportant à la sécurité sur le chantier de construction?
2. A-t-on reproduit, dans l'appel d'offres, les instructions à l'intention du CEPMO pour la documentation de la CAT qu'on doit déposer, ainsi que pour le Programme de sécurité sur les chantiers de construction/plan de sécurité général du CEPMO ou le CR avant l'attribution du contrat?
3. A-t-on reproduit, dans le contrat, les exigences portant sur l'établissement et le dépôt du Préavis du projet à l'administration compétente et du plan de sécurité propre au chantier au RM avant le début des travaux?

Portée de l'examen

- Contrat, ordre de travail, offre à commandes et accord;
- Programme de sécurité sur les chantiers de construction ou plan de sécurité général ou CR de l'entrepreneur;
- Documentation de la CAT/CSPAAT.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

Examiner le dossier du projet et du contrat pour s'assurer que les documents suivants ont été déposés :

1. la lettre d'attestation de régularité et le certificat de décharge de la CAT;
2. le dossier de sécurité de l'entrepreneur auprès de la CAT;
3. le programme de sécurité sur les chantiers de construction et plan de sécurité général de l'entrepreneur ou le CR de l'entrepreneur;
4. le contrat signé en bonne et due forme et comportant des dispositions indiquant que l'entrepreneur est le CEPMO;
5. a-t-on reproduit, dans le contrat, les clauses nécessaires?
6. a-t-on reproduit, dans le contrat, les exigences selon lesquelles le CEPMO doit déposer le Préavis du projet auprès des administrations compétentes?
7. a-t-on établi des dispositions pour s'assurer que le CEPMO minimise les inconvénients pour le personnel du client lorsque les travaux se déroulent dans des locaux occupés?
8. le contrat fait-il état d'une stratégie de communication lorsqu'il faut résoudre des problèmes relatifs à la sécurité sur les chantiers de construction?



Étape 3 : Lancement du projet

Objectif

L'objectif de cette étape consiste à s'assurer que TPSGC a décrit clairement ses attentes en ce qui concerne la sécurité sur le chantier de construction et les responsabilités des différentes parties appelées à intervenir dans le cadre des travaux.

Portée de l'examen

- Dossiers portant sur le projet de construction, la sécurité et le contrat;
- Préavis du projet ([PWGSC-TPSGC 458-1](#));
- Évaluation des risques avant le lancement du projet;
- Plan de sécurité propre au chantier;
- Points à l'ordre du jour et procès-verbal de la réunion préalable au lancement des travaux de construction ([PWGSC-TPSGC 461-1](#));
- Pratiques exemplaires ministérielles en ce qui concerne la sécurité sur le chantier de construction.

Points de repère et indicateurs de rendement

- [PM 057 - Gestion de l'amiante](#);
- [PM 073 - Santé et sécurité dans la construction](#);
- Règlements sur la SST des provinces et des territoires;
- Normes en matière de gestion de projets de TPSGC;
- Lignes directrices, normes et énoncés des meilleures pratiques de TPSGC en matière de santé et de sécurité dans la construction.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

Examiner les dossiers du projet et du contrat :

1. Le CEPMO a-t-il établi le Préavis du projet et déposé une pièce justificative confirmant qu'il l'a fait parvenir à l'administration provinciale compétente?
2. Le CEPMO a-t-il fait connaître toutes les activités dangereuses à exécuter?
3. A-t-il fait parvenir, au RM, un exemplaire du Préavis du projet?
4. A-t-il déposé des exemplaires du plan de sécurité propre au chantier, et ce plan a-t-il été examiné par le RM?
5. A-t-on fait connaître par écrit l'identité du CEPMO entre autres à tous les sous-traitants, aux autres entrepreneurs et aux experts-conseils?

Examiner les procès-verbaux de la réunion préalable au lancement des travaux de construction :

1. Cette réunion a-t-elle effectivement eu lieu et a-t-on établi le procès-verbal en bonne et due forme?
2. A-t-on relevé fidèlement les noms des participants?
3. Y a-t-il des intervenants majeurs dont les noms ne figurent pas dans la liste des participants?
4. A-t-on invité les administrations provinciales et ont-elles participé à la réunion?
5. A-t-on invité le comité de SST et le gestionnaire immobilier ou l'entreprise de gestion immobilière, et des représentants de chacun d'eux ont-ils participé à la réunion dans les cas où les travaux se déroulent dans des locaux occupés?

Examiner le rapport d'évaluation des risques :

1. Le CEPMO a-t-il été avisé par écrit de tous les risques connus et propres au chantier?
2. A-t-on adopté des mesures adéquates pour assurer la santé et la sécurité des employés du client lorsque les travaux se déroulent dans des locaux occupés?
3. A-t-on dressé la liste de tous les processus d'exécution pour lesquels il faut obtenir les approbations techniques ou réglementaires?

Examiner les dossiers du projet pour s'assurer qu'on a tenu compte de tous les points de la Liste de vérification relative à la diligence raisonnable ([PWGSC-TPSGC 459-1](#)) et qu'on a résolu tous les problèmes de sécurité constatés.



Étape 4 : Obligations du « propriétaire » de surveiller les activités sur le chantier de construction

Objectif

S'assurer que TPSGC a rempli ses obligations à titre de « propriétaire » compétent ou de représentant du « propriétaire » en ce qui a trait aux fonctions d'administration et de surveillance se rapportant à la sécurité sur le chantier de construction.

Portée de l'examen

- Dossiers du projet;
- Rapports d'observation à la suite de la visite du chantier du RM;
- Procès-verbaux des réunions du projet;
- Plan de sécurité propre au chantier;
- Tous les rapports d'inspection de la sécurité sur le chantier préparés par le CEPMO.

Points de repère et normes

- [PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique:](#)
- [PM 018 - Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques:](#)
- [PM 073 - Santé et sécurité dans la construction:](#)
- Lois et règlements sur la SST des provinces et des territoires;
- DP, DOC, appels d'offres et contrats;
- Lignes directrices, normes et énoncés des meilleures pratiques de TPSGC en matière de santé et de sécurité dans la construction.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

Examiner les procès-verbaux de toutes les réunions portant sur les travaux de construction organisées par le CEPMO et le RM :

1. Les réunions ont-elles eu lieu à intervalles réguliers?
2. A-t-on versé au dossier les rapports d'inspection de la sécurité du CEPMO et les Rapports d'observation à la suite de la visite du chantier du RM?
3. A-t-on apporté des solutions à tous les problèmes de sécurité constatés?
4. Les intervenants qui devaient participer à ces réunions étaient-ils présents?

Examiner tous les dossiers du projet :

1. A-t-on obtenu des copies des permis de construire, de travail et d'inspection et les a-t-on versées au dossier?
2. Des accidents se sont-ils produits pendant le projet?
3. A-t-on versé au dossier des exemplaires des rapports d'accident du CEPMO?
4. Le CEPMO a-t-il noté toutes les mesures complémentaires adoptées afin de corriger la cause des accidents?
5. A-t-on prévenu les administrations du travail?
6. Des incidents critiques se sont-ils produits pendant le projet?
7. A-t-on versé au dossier des exemplaires des rapports d'incident du CEPMO?
8. Le RM a-t-il préparé un Rapport sur les incidents critiques et l'a-t-il transmis à l'administration centrale?
9. A-t-on établi le Rapport d'enquête sur les situations comportant des risques de TPSGC?
10. A-t-on prévenu les administrations du travail?
11. L'administration du travail de la province ou du territoire a-t-elle visité les lieux?
12. A-t-on affiché, sur le chantier, les documents d'inspection?
13. A-t-on versé au dossier des copies des ordonnances ou des directives adoptées par l'administration?
14. Le RM ou le CEPMO a-t-il noté les mesures complémentaires adoptées pour résoudre les problèmes décrits dans les ordonnances ou les directives?
15. A-t-on transmis, à l'agent régional de la sécurité de TPSGC, des copies des ordonnances ou des directives?
16. A-t-on effectué et entériné toutes les inspections techniques et réglementaires nécessaires pour les processus dangereux?
17. Le RM a-t-il visité les lieux des travaux à intervalles réguliers?
18. Le RM s'est-il inspiré du plan de sécurité propre au chantier pour s'assurer qu'on a respecté les procédures de sécurité sur les lieux des travaux?
19. A-t-on versé au dossier des copies des Rapports d'observation à la suite de la visite du chantier du RM?
20. Le RM s'est-il assuré que le CEPMO a pris les mesures pertinentes en ce qui concerne les problèmes de sécurité indiqués dans les rapports?
21. A-t-on obtenu les autorisations de la CAT/CSPAAT conformément aux modalités précisées dans le contrat et les a-t-on versées au dossier?
22. A-t-on pu consulter, sur le chantier, des copies des fiches signalétiques (FS) du SIMDUT pour tous les produits contrôlés?
23. Si les travaux se sont déroulés dans des locaux occupés, a-t-on fait parvenir des exemplaires des FS au comité de SST, à l'entreprise de gestion immobilière et au RM?
24. Le plan de communication du projet comprenait-il des directives en ce qui concerne les problèmes de sécurité?



Étape 5 : Achèvement du projet

Objectif

S'assurer que TPSGC a établi les documents nécessaires et a pris les mesures complémentaires voulues pour enregistrer le rendement global du CEPMO, notamment sous l'angle de la sécurité.

Portée de l'examen

- Dossiers du projet;
- Rapports d'observation à la suite de la visite du chantier du RM;
- FRERE;
- Procès-verbaux des réunions de construction;
- Inspections du CEPMO pour la sécurité du chantier.

Points de repère et normes

- *PM 073 - Santé et sécurité dans la construction:*
- Lignes directrices, normes et énoncés des meilleures pratiques de TPSGC en matière de santé et de sécurité dans la construction.

Examen des documents et des indicateurs de rendement

Examiner les dossiers du projet :

1. A-t-on relevé des problèmes de rendement pendant la durée du projet?
2. A-t-on adopté les mesures voulues pour corriger ces problèmes et les a-t-on notées dans le dossier?

Examiner le FRERE :

1. A-t-on établi le FRERE en bonne et due forme :
 - en a-t-on versé des copies au dossier du projet et
 - en a-t-on fait parvenir des copies à l'agent régional de la sécurité et à l'agent de négociation des contrats?
2. A-t-on évalué équitablement et en bonne et due forme le CEPMO pour ce qui est de son rendement en matière de sécurité?
3. A-t-on adopté les mesures voulues lorsque le rendement du CEPMO en matière de sécurité n'était pas satisfaisant?

